

1973	Source : <i>Situations Moyen- Orient</i> N° 2 juin-juillet 1973
-------------	---

Le mythe du génocide

Marcel LIEBMAN.

Que l'on se souvienne des jours fiévreux de mai et de juin 1967, alors que la tension internationale montait, que se précisait le danger de guerre, qu'éclataient enfin les hostilités et qu'un sentiment de soulagement et de bienheureuse surprise s'emparait de l'opinion occidentale. La joie provoquée par le triomphe israélien fut d'autant plus vive qu'une angoisse profonde avait secoué les Européens. « Israël en danger de mort » ! « La menace du génocide » ! Le génocide lui-même puisqu'à cent millions d'Arabes assoiffés de sang s'opposait la masse dérisoire de deux millions d'Israéliens assoiffés de paix. Que l'on se souvienne des manifestations de rues où ce n'était pas seulement, à Paris par exemple, les anciens partisans de l'Algérie française, mal guéris de leur défaite et en mal de revanche, qui clamaient leurs sentiments pro-israéliens. Bien au contraire, car les démocrates étaient innombrables qu'animait la crainte de voir se répéter une version moyen-orientale d'Auschwitz. Et si la droite était largement présente - avec le tandem Eyskens-Spaak à Bruxelles - la gauche n'était ni moins fervente ni moins enthousiaste. Comment aurait-elle pu, en effet, elle qui défend par vocation les faibles et les opprimés, permettre que s'accomplisse l'immonde forfait ?

Et il est vrai que certaines imprécations en provenance du monde arabe, montées, comme il se doit, en épingle, semblaient donner quelque fondement aux craintes qu'inspirait la situation d'Israël.

La démystification

A l'issue de la guerre des six jours, on comprit que le « miracle israélien » n'était pas seulement économique, mais aussi militaire. Une nation que, la veille encore, on croyait menacée de génocide, avait écrasé ses ennemis. En Israël, on entonna la louange du dieu des armées. Et partout dans le monde, on s'en tint à la thèse du génocide évité de justesse par une attaque préventive et indispensable. Certes, ça et là, on entretint des doutes et on commença à se poser des questions. N'eût-il pas été inconvenant cependant d'afficher un

scepticisme qui eût paru insulter la mémoire des victimes du nazisme ? Encore et toujours le fameux complexe de culpabilité qui, en Europe, n'incite pas nécessairement au rejet du racisme et de l'antisémitisme, mais se complait dans l'indulgence envers l'Etat israélien.

C'est d'Israël, en tout cas, que nous est venue la démystification de la légende du génocide. Il aura fallu cinq ans pour que certains généraux israéliens rendent à la vérité ses droits. C'est le général Peled, chef du bureau de la logistique pendant la guerre des six jours qui, en mars 1972, déclarait que « la thèse selon laquelle le danger de génocide pesait sur nous en juin 1967 et (qu') Israël luttait pour son existence physique n'est qu'un bluff qui est né et s'est développé après la guerre ». Et Peled de préciser : « Il n'y a aucune raison de cacher le fait que depuis 1949 personne n'a osé ou, plus exactement, personne n'a été en mesure de remettre en question l'existence même d'Israël. Malgré cela, nous avons continué de nourrir un sentiment d'infériorité, comme si nous étions un peuple faible et petit, vivant dans l'angoisse pour assurer son existence et qui pourrait être exterminé à chaque instant. » Et le glorieux militaire, membre à l'époque de l'état-major israélien, concluait : « Toutes ces histoires débitées sur l'énorme danger que nous courrions en raison de l'exiguïté de notre territoire n'ont jamais été prises en considération dans nos calculs avant les hostilités ».

Les causes de l'agression

Le général Peled, devenu professeur de littérature arabe moderne, s'oppose en Israël à la politique annexionniste. Ce serait là la motivation de sa franchise. Mais à l'autre extrémité de l'éventail politique israélien, le général Ezer Weizmann use du même langage et fait preuve de la même franchise. Weizmann est une des figures de proue de l'extrême-droite et milite activement dans le mouvement pour un « grand Israël ». Or, cet homme qui fut, en juin 1967, chef du bureau des opérations, a affirmé dans le journal *Maariv* (numéro du 4 avril 1972) qu'« il n'y a jamais eu de danger d'extermination », que « cette hypothèse n'a jamais été retenue dans aucune assemblée sérieuse ». Si les Israéliens ont déclenché la guerre, c'était selon Weizmann, parce qu'une attaque égyptienne (d'ailleurs hypothétique) aurait nécessité, de la part de l'aviation israélienne, un effort de treize heures, et non pas de trois, pour anéantir la flotte aérienne ennemie !

A ces deux témoignages s'ajoute celui de l'ancien chef d'état-major de l'armée, le général Bar Lev qui, dans une interview accordée au même *Maariv* le 19 avril 1972 reconnaissait : « Nous n'étions pas menacés de génocide à la veille de la guerre des six jours, et nous n'avons jamais dit ou pensé qu'une telle éventualité était possible ».

Que les responsables israéliens ne l'aient pas pensé, on n'en doute guère connaissant leur réalisme. Mais ils ont permis et favorisé la légende du génocide imminent. Et si, dans sa version originale, elle n'est plus guère acceptable aujourd'hui, on lui trouve des formes plus adaptées aux circonstances présentes. N'est-ce pas, en effet, une opération du même ordre

qui se déroule depuis quelques années dans le monde diplomatique ? Israël y présente sa politique comme l'expression on ne peut plus légitime et presque pitoyable d'une pathétique quête de « frontières sûres ». Si les nombreuses avances et les énormes concessions auxquelles sont disposés plusieurs Etats arabes sont repoussées, ce n'est naturellement pas parce que les Israéliens feraient preuve d'une intransigeance si contraire à leur nature. C'est parce que, petit pays entouré de grands et de puissants ennemis, il aspire à la Sécurité. C'est parce que, soumis à une pression constante, en permanence menacé, il ne peut s'offrir le luxe de la modération. Son annexionnisme est finalement le revers de sa faiblesse. S'il consentait aujourd'hui à revenir, contre les garanties d'une reconnaissance diplomatique et juridique, à revenir aux frontières de 1967, il se retrouverait (!) désarmé, victime livrée à la constante conspiration du génocide.

Concluons avec le général Peled : « En falsifiant les causes de la guerre, en rejetant dans le brouillard ses véritables motivations, (le gouvernement israélien) cherche à faire accepter au peuple le principe d'une annexion des territoires, partielle ou, si possible, totale ». C'est pourquoi ce même gouvernement « attise dans la population une peur irraisonnée » pour son existence.

La cible d'une telle mystification, ce n'est pas seulement la population israélienne, mais l'opinion mondiale. La victime, une fois encore et principalement, le peuple palestinien.